

Cinq partis en quête d'auteur

John Pitseys

Les partis politiques sont souvent analysés à partir de leurs positions publiques et de leur action au sein des institutions politiques. Mais qu'en est-il de leur organisation interne, de la manière dont ils se conçoivent, de la fonction qu'ils entendent exercer au sein de la société ? Que peuvent nous apprendre à ce propos les entretiens avec les directeurs de leurs centres d'études publiés dans la revue *Politique* ?

Ce qu'on appelle parfois commodément la « crise des partis » est souvent associé à une défiance d'ensemble vis-à-vis de la représentation, ou à une crise des idéologies partisanes. Dans quelle mesure ces aspects seraient-ils également liés à une crise des structures propres des partis ?

La rédaction de *Politique* a tenté d'ouvrir la boîte noire en allant questionner les directeurs des centres d'études de six partis politiques représentés dans des chambres législatives¹. À quoi sert un centre d'études ? En quoi l'activité des centres d'études de partis est-elle révélatrice du fonctionnement des partis concernés, des tensions que ces derniers connaissent, des questions voire des doutes qui les animent, de leur tentative de renouvellement ? L'analyse de ces entretiens s'avère forcément délicate. Les directeurs interrogés – tous des hommes, donc – savent que leurs propos seront comptés à leur débit. D'une part, tenter de donner une cohérence à l'activité politique de tous les jours revient à mettre sous le boisseau la part de chaos et d'imprévisibilité dont elle est tissée. D'autre part, et inversement, les nombreuses contraintes auxquelles les personnes interrogées font face dans leur travail de tous les jours rendent bien entendu la prise de distance difficile. Ces limites étant posées, trois points de réflexion se détachent de la lecture des entretiens.

Une stabilité remarquable

Le premier point de réflexion tient au cadre de référence général des personnes interrogées. La littérature scientifique et militante sur les partis politiques ne manque pas de s'interroger sur le renouvellement, la crise, voire la fin des partis politiques. Elle a déjà prédit trente fois la fin des partis traditionnels. Or, ce que ces entretiens soulignent avant tout, c'est

¹ Les interviews de cinq d'entre eux, qu'analyse cet article, sont présentées dans *Politique, revue belge d'analyse et de débat*, « Particratie à la belge. Des outils démocratiques en bout de course ? », n° 105, septembre 2018, p. 40-64. Il s'agit d'Antoine De Borman, du CEPSS (CDH), de Corentin de Salle, du Centre Jean Gol (MR), de Gilles Doutrelepon, de l'Institut Émile Vandervelde (PS), de David Pestieau (PTB), ainsi que de Christophe Derenne, d'Étopia (Écolo), et Michel Genet (Écolo). L'interview de Christophe Verbist, du Centre Jacques Georgin (Défi), a ensuite été ajoutée sur le site Internet de *Politique*.

que les fonctions des services d'études des partis politiques demeurent en gros ce qu'elles étaient déjà il y a 60 ans ². La démocratie de partis à la belge conserve apparemment la plupart de ses restes et constitue l'univers mental dans lequel évoluent la plupart des personnes interrogées.

Quelle que soit l'ampleur des transformations affectant l'espace public et les processus de socialisation politique des citoyens (décrue tendancielle des adhésions individuelles aux partis politiques, volatilité croissante de l'électorat), les structures d'études sont taillées pour des partis d'adhérents appelés à participer tôt ou tard à des majorités gouvernementales. Les réseaux d'acteurs du PS, du MR et du CDH restent très largement « pilarisés ». Les thèmes qu'ils abordent sont ceux qui sont traditionnellement associés aux partis concernés. Aborder de nouveaux thèmes (la protection de l'environnement, la « nouvelle économie ») ne se fait pas sans maladresses lexicales. Qu'il s'agisse d'en déplorer le conformisme ou d'en apprécier la cohérence politique, rester dans le cadre de « son » référentiel idéologique et électoral apparaît comme une chose tout à fait naturelle pour les acteurs interrogés.

Des recherches académiques ont montré par le détail que l'organisation des partis varie en fonction de leur conception de la démocratie interne ³. Or ces variations apparaissent ici assez ténues. Qu'ils s'inscrivent dans la tradition des partis ouvriéristes ou dans celle des grands partis populaires interclassistes, les services d'études servent avant tout de cellule de soutien à l'activité proprement politique du parti. À l'exception relative d'Étopia, ils ne sont pas des *think tanks* ni des cercles de socialisation politique, mais des cellules internes au service de l'organisation du parti. Les services d'études sont avant tout des courroies de transmission. Ils assument des fonctions de prospective. Ils appuient le travail des représentants élus. Ils servent pour la plupart de *back office* pour les cabinets lorsque le parti concerné fait partie d'une majorité gouvernementale. Ils constituent pour la plupart – Étopia mis à part, puisque le parti Écolo attribue ces tâches à la cellule politique du parti – le bras armé de la direction du parti. De manière générale, ils contribuent à la cohérence de l'action du parti. Ce travail de mise en cohérence culmine dans les tâches de rédaction programmatique que ces services d'études assurent.

Variable d'ajustement

À cet égard, il convient de constater que presque toutes les personnes interrogées distinguent explicitement la prospective politique en tant que telle du travail de coordination politique programmatique. On pourrait croire que la rédaction d'un programme politique procède d'un travail de prospection menant à mettre à l'agenda de nouvelles questions et de nouveaux thèmes, au sein de l'espace public comme au sein du parti. En réalité, la rédaction du programme consiste avant tout à collecter et à organiser les positions politiques du parti, qu'il s'agisse de l'activité de ses commissions thématiques et de ses locales, de son travail parlementaire ou de son activité gouvernementale. Les personnes interrogées insistent toutes sur la nécessité de trouver un équilibre entre les fonctions de soutien politique au parti et le travail de prospective politique à proprement

² « Les centres d'études politiques », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 23, 1959, p. 16-18 ; « Les structures du "monde socialiste" en Belgique et leur évolution (I) », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 570, 1972, p. 19.

³ T. POGUNTKE *et al.*, « Party Rules, Party Resources and the Politics of Parliamentary Democracies. How Parties Organize in the 21st Century », *Party Politics*, vol. 2, n° 6, 2016, p. 661-678.

parler. Dans les faits, les services d'études sont avant tout une variable d'ajustement interne à l'activité des partis. Ils font de l'animation politique en période électorale, ils contribuent à la production de notes techniques en période de négociation et ils soutiennent le travail parlementaire en fonction des circonstances.

Dans ce cadre, la participation à une majorité gouvernementale présente un caractère ambivalent. Il est souvent dit qu'un passage dans l'opposition permet aux partis de se renouveler. Selon Gilles Doutrelepon (PS) et Corentin de Salle (MR), c'est l'inverse : la réflexion politique passe par l'accès à l'action politique, et l'accès à l'action politique est associé à l'accès au pouvoir politique. La participation à des majorités gouvernementales ne procure pas seulement un pouvoir d'action, mais aussi des ressources et la capacité d'éprouver des solutions politiques à l'aune des opportunités disponibles. Pour Corentin de Salle, « contrairement à ce que l'on pouvait croire, nous avons produit intellectuellement plus en étant au pouvoir qu'en étant dans l'opposition. C'est pour cela que les quatre ans sans élections (2014-2018, NDLR) auront été très bénéfiques pour nous ». Et pour Gilles Doutrelepon (PS), « dans une majorité, nous sommes tenus par la loyauté envers nos partenaires. Les conseillers défendent le programme du parti, puis on en arrive à un point de consensus et ensuite, on passe à la phase de coordination entre les différents niveaux de pouvoir. On sait jusqu'où aller et jusqu'où ne pas aller. Il n'y a pas pour nous de frustration, car nous avons pris sur le réel. Mais quand on est dans l'opposition, on a moins de capacité de décision. (...) Quand le parti est dans l'opposition, c'est frustrant, pour les gens qui élaborent des propositions, de ne pas pouvoir les mettre en œuvre ». Le passage dans l'opposition n'est considéré ni par le MR ni par le PS – pas plus que par le CDH – comme une opportunité, mais bien comme un risque, car il prive le parti des ressources et des espaces pour formuler – et donc pour imaginer – des propositions.

Certes, Corentin de Salle note que « l'Institut Émile Vandervelde, quand le PS était à tous les niveaux de pouvoir durant la législature précédente, a été un peu vidé de sa substance vive, car ils ont fait le choix de placer tous leurs éléments forts dans les cabinets ministériels, ce qui a fait baisser leur production intellectuelle ». Ces considérations ne sont toutefois pas contradictoires avec ce qui précède. Il est souvent reproché aux partis politiques de ne pas être capables de se renouveler, ou du moins de renouveler leurs idées. Toutefois, les entretiens montrent que le phénomène est moins lié à un manque d'imagination ou de bonne volonté qu'à l'organisation même des partis et aux relations que leurs structures entretiennent avec le système politique. Les centres d'études n'ont pas pour fonction de porter une réflexion mais de soutenir l'activité politique du parti. Dans ce cadre, ni la coordination du programme politique ni la participation au pouvoir ne donnent d'espace à la prospective politique en tant que telle. La rédaction programmatique et l'accès au pouvoir nourrissent le travail des centres d'étude. Toutefois, ils empêchent de penser l'action politique hors de l'exercice du pouvoir ou de la coordination du parti.

Un positionnement qui reflète celui du parti

Le deuxième point de réflexion porte au contraire sur le statut particulier que chacun des partis interrogés occupe au sein du système politique belge. Si les entretiens indiquent une forme d'uniformité et de stabilité⁴ au niveau de l'organisation du travail politique des partis, celle-ci varie malgré tout en fonction de la position que le parti occupe vis-à-vis de l'espace politique et de la société civile. Les entretiens mettent en évidence les tensions qui agitent les partis politiques à cet égard. Certaines d'entre elles sont assumées, d'autres moins.

Le CEPSS (CDH) et l'IEV (PS) exercent des fonctions assez semblables. Ils agissent tous deux comme des courroies de transmission entre la présidence du parti, les structures internes de celui-ci, ses représentants parlementaires et ses cabinets ministériels. Ils sont par ailleurs profondément intégrés dans les structures du parti, qu'il s'agisse de sa bureaucratie interne ou de son ancrage local. Leur rôle de coordination interne est lui-même en cheville constante avec l'activité gouvernementale du PS et du CDH. Pour Antoine De Borman (CEPSS) comme pour Gilles Doutrelepon (IEV), le CDH et le PS s'appuient sur deux pieds : ils doivent rester des partis de membres plus que des partis de cadres et ils doivent contribuer au bon fonctionnement du système politique plutôt qu'en contester les fondements. La capacité du PS à se présenter à la fois comme un parti tribunitien et comme un parti de participation gouvernementale constitue peut-être, davantage encore que la qualité de son action, une des raisons de sa remarquable stabilité électorale, eu égard à l'évolution récente des autres partis sociaux-démocrates en Europe occidentale. Est-ce encore le cas, compte tenu de son rejet dans l'opposition au niveau fédéral et wallon et de la concurrence électorale qui lui est aujourd'hui livrée par le PTB ? Ces questions n'interrogent pas seulement le positionnement du PS, mais également son organisation et la fonction qu'il s'assigne dans la société politique belge. De manière parallèle, la volonté de se présenter à la fois comme un parti gérant l'État et comme le relais d'une part substantielle de la société civile a longtemps constitué le pari du Parti social-chrétien (PSC) puis du Centre démocrate humaniste (CDH). Cette ambition est manifeste dans les propos du directeur du CEPSS. Correspond-elle toutefois encore au poids électorale et aux ressources politiques du CDH ? Celui-ci se présente à la fois comme un parti de pouvoir, associé à l'exercice de l'État, et comme le relais privilégié des organisations du pilier chrétien qui lui restent associées. Il entend contribuer à la légitimation et à la stabilisation du système politique, tout en se présentant comme un parti-relais⁵ portant sur la place publique des propositions alternatives aux programmes existants – songeons à la réflexion du CEPSS sur le radicalisme ou sur les villes nouvelles, que le directeur du CEPSS met largement en évidence. Selon Antoine de Borman, combiner ces fonctions est possible. Ce caractère hybride constituerait même un atout du parti, que le CEPSS s'attache à mettre en valeur. Toutefois, il éclaire aussi la difficulté du parti à trouver sa place dans le système politique. Qu'il s'agisse du CEPSS ou de l'IEV, l'ouverture du centre d'études à la société civile est présentée à la fois comme une évidence et comme une nécessité. Toutefois, cette ouverture se limite pour l'essentiel aux organisations constitutives des piliers auxquels appartiennent le CDH et le PS. Par ailleurs, le « dialogue avec le citoyen » se réduit souvent à l'animation locale du parti, d'une part,

⁴ P. DELWIT, *Les Partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1997.

⁵ G. LAVAU, « Partis et systèmes politiques : Interactions et fonctions », *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, vol. 2, n° 1, 1969, p. 18-44.

et à des contacts avec la société civile organisée, d'autre part : les entretiens laissent globalement sous le boisseau le citoyen lui-même ainsi que la société civile non institutionnalisée.

Le fonctionnement du Centre Jean Gol est également à l'image de la structure du MR et de la fonction qu'il occupe sur la scène politique. Le MR est à la fois un parti de notables et un parti dit « attrape-tout », à savoir un parti visant à agréger diverses catégories d'électeurs autour de quelques grands traits programmatiques. La structuration du MR dépend largement de la personnalité du président du parti, et donc également des stratégies électorales et d'alliance déployées par le parti. Le projet à moyen terme du parti et l'utilisation stratégique de ses ressources comptent davantage que sa structuration pérenne. Rien d'étonnant dès lors à ce que le Centre Jean Gol demeure une structure relativement légère, à la fois très proche organiquement du MR et tournée vers une stratégie d'intervention publique. Ce centre a progressivement accru son influence au sein du parti, au point d'en constituer peu à peu sa cellule politique à part entière. Il conserve néanmoins une certaine marge de manœuvre politique, lui permettant d'émettre des propositions qui ne sont pas forcément inscrites dans le programme du parti. La latitude laissée au Centre de lancer des propositions sur divers sujets (libéralisme et environnement, nouvelle économie) ne s'aligne pas seulement sur la relative autonomie d'expression que le MR reconnaît à ses représentants. D'une part, elle correspond à la conception de l'espace public que le parti entretient. Corentin de Salle est le seul des directeurs interrogés à utiliser le terme de « production intellectuelle » : le Centre Jean Gol entretient une conception typiquement libérale de l'espace public, à savoir une sphère de discussion politique idéalement composée d'un public éduqué, distinct de l'espace politique à proprement parler, relativement peu intégrée aux corps intermédiaires et à la société civile organisée. D'autre part, l'autonomie du Centre Jean Gol correspond à la place que le MR occupe dans le paysage politique belge, à savoir un parti qui a vocation à gouverner mais qui appartient à un pan du spectre politique (la droite) qui demeure minoritaire en Wallonie et à Bruxelles. La stratégie des « ballons d'essai » du Centre Jean Gol est aussi celle d'un parti qui gagnerait à faire oublier qu'il est comptable de tout ce qui est décidé au niveau du gouvernement fédéral, mais à imposer l'idée qu'il est un vecteur de changement politique au niveau régional.

Les entretiens menés avec David Pestieau (directeur du service d'études et vice-président du PTB), Christophe Derenne (directeur d'Étopia) et Michel Genet (directeur politique d'Écolo) sont également illustratifs. Les personnes concernées s'en défendent peut-être, mais ces entretiens révèlent deux constats communs. *Primo*, celui d'une volatilité croissante des structures d'adhésion politique en Belgique. *Secundo*, celui d'un décalage entre ce qu'Écolo et le PTB pourraient espérer représenter un jour dans l'espace public, et ce qu'ils représentent aujourd'hui.

Le service d'études du PTB semble à première vue s'inscrire dans une conception très classique du parti de masse, qu'il s'agisse d'en appeler à la participation des militants, au respect des structures de parti ou à l'érection d'un mouvement social de masse. Pourtant, la structure du PTB ressemble bien moins à celle des grands partis ouvriers de l'après-guerre qu'à celle de la plupart des partis à succès de ce siècle, à gauche comme à droite du spectre politique : un parti aux structures non seulement oligarchiques – à l'instar de partis de masse comme le POB ou le PSB –, mais aussi compactes, combinant verticalité de la direction et horizontalité des structures de participation. Cette organisation est liée à la taille relativement réduite du parti, mais aussi à une volonté explicite de s'adapter

aux modes contemporains de socialisation et de communication politique⁶, en particulier à la volatilité croissante des mécanismes d'adhésion politique.

Dans ce cadre, le service d'études occupe une double fonction. D'une part, il est un levier déterminant de la cohérence politique du parti. D'autre part, il est un élément important de sa stratégie de communication. Au sens propre, le service d'études du PTB ne fait pas de prospective politique. Il façonne et traduit la plateforme programmatique du parti. Il en assure surtout une large part de la communication politique. Les enquêtes que le PTB réalise auprès de la population à l'approche des élections visent moins à élucider les préférences politiques des personnes sondées qu'à cerner celles qui sont le plus susceptibles d'épouser des points du programme du PTB. Cela ne signifie pas que ces sondages n'ont aucune valeur : ils procurent une boussole stratégique au parti et lui servent d'outil de communication, afin qu'il puisse affirmer – non sans roublardise – que les priorités des gens sont aussi les siennes. Parti classiste, le PTB organise toutefois sa communication et l'action de son service d'études autour d'une relation d'offre et de demande entre le parti et l'électeur. Au-delà de l'imagerie révolutionnaire et prolétarienne, l'intuition du PTB a été de comprendre qu'il n'est pas, et qu'il n'a peut-être pas intérêt à devenir, ce que George Lavau définissait comme un parti tribunitien⁷ : il a donc adapté sa communication et l'action de son service d'études en conséquence.

Le fonctionnement d'Étopia semble *a priori* prendre le contrepied des services d'études précités. Étopia est créé en 2004 sur les décombres du CEFÉ (Centre d'études et de formation en écologie), alors qu'Écolo connaît une crise majeure due à ses défaites électorales de 2003 et de 2004. Les activités traditionnellement échues aux services d'études de partis sont alors réparties en deux unités. La cellule politique du parti se charge du suivi parlementaire et programmatique du parti ; Étopia se présente quant à lui comme un service de prospective ouvert à la société civile, structuré autour d'un réseau de chercheurs associés. La création d'Étopia répond dès lors à deux intentions. D'une part, elle doit contribuer à la stabilité organisationnelle du parti. D'autre part, elle prend acte du statut hybride d'Écolo et des difficultés stratégiques que cela engendre. Écolo se veut un parti-aiguillon représentant une alternative aux partis traditionnels, mais aussi un parti apte à exercer des responsabilités gouvernementales ; un parti en phase avec la société civile, mais qui n'a pas voulu – ou su – fédérer autour de lui les prémisses d'un « pilier écologiste » comparable à ceux des partis traditionnels ; un parti *a priori* critique des dérives de la démocratie d'opinion, mais qui a construit ses succès électoraux sur l'exploitation de ses mécanismes. Certes, tous les partis sont tendus entre des fonctions différentes et potentiellement contradictoires. Leur bonne santé politique découle du fait qu'ils parviennent à les articuler : comme évoqué plus haut, le MR parvient à la fois à se présenter comme un parti de relève politique au niveau wallon et bruxellois, et comme un parti de pouvoir au niveau fédéral. Toutefois, des partis comme le CDH ou Écolo sont bien davantage tiraillés entre les identités et les fonctions qu'ils sont susceptibles d'assumer. Pour un parti comme le CDH, ces écarts peuvent devenir des fractures. À la différence de celle du CEPES, la création d'Étopia correspond au choix d'assumer ouvertement ces tensions, voire de les mettre en scène. Le service d'études est distinct du parti et dispose d'une certaine autonomie fonctionnelle, ainsi qu'en témoigne l'insistance de sa direction

⁶ Sur les aspirations liées à la crise de la représentation, voir J. PITSEYS, « Participation et pouvoir. La quête ambivalente d'une "vraie" démocratie », à paraître dans les actes de la 96^e semaine sociale du MOC, collection Politique, octobre 2018.

⁷ G. LAVAU, « Partis et systèmes politiques : Interactions et fonctions », *op. cit.*

à trouver des sources de financement indépendantes d'Écolo. Étopia n'est pas Écolo, ou pas tout à fait : il est sa tête chercheuse et son sas d'entrée. Il représente sans doute la variante la plus singulière des centres d'études en Belgique francophone.

Aussi différents soient-ils, les fonctionnements d'Étopia et du service d'études du PTB répondent chacun à la volonté de s'adapter à la désaffiliation croissante des citoyens, ainsi qu'aux contraintes des partis qu'ils servent. Les réponses de David Pestieau et Christophe Derenne diffèrent par ailleurs sensiblement : une prise de contact aussi directe que possible avec le citoyen, assortie d'un travail de propagande explicite, pour le premier ; et pour le second, un travail de mise en réseau au confluent du monde académique et de la société civile, ainsi qu'une entreprise de divulgation des principaux thèmes de l'écologie politique.

Une vision positive du système actuel des partis

De ce fait, les entretiens ne sont pas seulement précieux d'un point de vue descriptif, mais également – troisième point de réflexion – d'un point de vue compréhensif. Ils sont indicatifs de ce que les acteurs pensent, comme de ce qu'ils ne semblent pas vouloir penser.

Les entretiens recueillis dans ce numéro tiennent souvent, sans surprise, du plaidoyer *pro domo*. Ce qui frappe, toutefois, c'est que les responsables interrogés ne considèrent pas seulement que les thèmes qu'ils abordent sont pertinents ou que leur idéologie est justifiée. Ils estiment tous évoluer dans une structure partisane cohérente et fonctionnelle. Les partis sont présentés comme des bureaucraties efficaces. Les rapports qu'ils entretiennent avec le reste de la société ne sont jamais considérés comme problématiques. Pour les personnes interrogées, il n'y a pas de crise des partis. Il n'y a pas davantage de crise de la représentation politique. Et lorsqu'elle est discutée en filigrane, il va de soi qu'elle ne concerne jamais le parti auquel le directeur émerge. C'est particulièrement le cas pour le PS et le CDH. C'est également vrai pour le MR, dont le représentant semble estimer que la crise de la représentation s'arrête à celle de la social-démocratie. Les représentants d'Écolo et du PTB, quant à eux, construisent certes leur exposé sur le constat d'une défiance croissante du citoyen vis-à-vis des institutions politiques, mais ils estiment toutefois offrir une solution à cette crise de confiance.

Dans la foulée, la réflexion idéologique⁸ n'apparaît à personne comme une dimension nécessaire de l'activité des services d'études. La construction et la vulgarisation d'un corpus idéologique cohérent était un des axes prioritaires des services d'études créés dans l'après-guerre. Elles constituaient l'activité principale du service d'études du PTB avant sa refonte en 2008. Or ces dimensions apparaissent largement absentes des préoccupations des personnes interrogées dans le cadre de ce dossier. Certes, les questions qui leurs sont posées portent pour l'essentiel sur des questions d'organisation et de relations avec les institutions politiques, ainsi que sur les sujets et thématiques développés par les services d'études. Toutefois, la construction d'une réflexion de fond sur les principes devant guider les partis politiques ne semble constituer une priorité pour personne, à l'exception relative d'Étopia. Pour le dire plus platement encore, l'idéologie n'est considérée ni comme un

⁸ Le terme d'*idéologie* est ici utilisé dans son sens courant, désignant un système d'idées et d'opinions qui forme une doctrine pouvant influencer des comportements individuels ou collectifs.

sujet ni comme un problème. Les personnes interrogées parlent souvent de « nouveaux thèmes », ou de « nouveaux sujets à l'agenda ». Elles n'estiment pas nécessaire de s'interroger sur les principes philosophiques guidant leur action et leur organisation.

Cette absence de réflexion idéologique concerne les positions mêmes des partis. À ce titre, elle s'explique en partie par les contraintes fonctionnelles auxquelles les partis font face dans la société politique belge : le succès électoral et politique d'un parti est moins lié à sa capacité à inventer de nouvelles grilles d'analyse de la société qu'à sa capacité à remplir un rôle qui lui correspond – pensons au PS, par exemple. Néanmoins, cette absence de réflexion concerne également les méthodes d'action et l'organisation des partis politiques. Les processus décrits lors des entretiens apparaissent très conventionnels et largement interchangeables de parti en parti : coordination de commissions thématiques, conférences-débats destinés à un public d'adhérents, mise en place d'académies politiques à destination des jeunes pousses du parti, mise en place d'assises ou d'états généraux du parti à intervalles réguliers... Par ailleurs, les volontés affichées d'ouverture sur la société s'avèrent assez limitées dans les faits. Le CDH et le PS assument une conception très « pilarisée » de la société civile. Le MR en entretient quant à lui une vision pour le moins désincarnée, par exemple lorsque Corentin de Salle pense pouvoir sous-entendre que le G1000 n'est pas une émanation de la société civile.

Les partis politiques sont-ils capables de se renouveler ? C'est peu probable, dès lors que les lieux chargés de la prospective politique et de la réflexion idéologique cantonnent celles-ci à leurs marges, et que cette mise à l'écart est systémique. Le travail réflexif des centres d'études est doublement dilué. Dilué dans le travail de soutien politique, d'une part. Dilué dans les nécessités de la communication politique, d'autre part. Comme l'exprime assez clairement Corentin de Salle, « nous savons que nos moyens dépendent du résultat des élections, dès lors, nous choisissons en priorité des thèmes politiquement importants : fiscalité, énergie, enseignement, etc. Nous privilégions les études permettant au parti de se positionner avantageusement ». Même si c'est moins explicite, c'est aussi le propos de David Pestieau et d'Antoine De Borman, pour qui un service d'études doit permettre de « flâner » de nouveaux sujets susceptibles d'attirer l'attention du public sur le parti. Pour légitimes et utiles au débat public qu'ils soient, ces objectifs instrumentalisent et délaissent à la fois la réflexion portant sur le sens de leur action.

Cet article a été publié dans : *Politique, revue belge d'analyse et de débat*, n° 105, septembre 2018, pages 65-71.

Pour citer cet article dans son édition électronique : John PITSEYS, « Cinq partis en quête d'auteur », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 1^{er} septembre 2018, www.crisp.be.